



Cultures & Conflits

79-80 | Automne/Hiver 2010
Langue et politique

La volonté de réprimer

Généalogie transnationale de la contre-insurrection

The will to put down: the transnational genealogy of counter-insurgency

Christophe WASINSKI



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18078>

DOI : 10.4000/conflits.18078

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 26 décembre 2010

Pagination : 161-180

ISBN : 978-2-296-56047-5

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Christophe WASINSKI, « La volonté de réprimer », *Cultures & Conflits* [En ligne], 79-80 | Automne/Hiver 2010, mis en ligne le 26 mai 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18078> ; DOI : 10.4000/conflits.18078

Creative Commons License

La volonté de réprimer

Généalogie transnationale de la contre-insurrection *

Christophe WASINSKI

Christophe Wasinski est docteur en sciences politiques (relations internationales), maître de conférences aux Facultés universitaires de Namur et à l'Université libre de Bruxelles au sein du centre Recherche et Enseignement en politique internationale (REPI).

Le présent texte doit tout d'abord s'envisager comme une prise de position par rapport à l'actualité internationale de ces dernières années. Nous entendons effectivement poser un regard critique à l'encontre de la redécouverte des (fort acclamées) doctrines militaires contre-insurrectionnelles, en particulier dans le contexte des guerres en Irak et en Afghanistan. Pour ce faire, notre analyse cherche à contribuer au travail d'analyse généalogique de l'utilisation des forces armées dans la répression de troubles politiques internes ¹. L'analyse généalogique permet en effet d'aborder la répression militarisée comme une norme soutenue par des réseaux d'individus qui reproduisent des pratiques, formalisent et perpétuent des savoirs et sont à l'origine d'institutions spécifiques ². Par cette approche, le fait que la répression militarisée est considérée comme *a priori* pensable sur le plan social et faisable au niveau technique doit être appréhendé comme le résultat d'un régime de vérité tout à fait particulier et non comme un « fait naturel ». Ce régime participe donc à une forme d'essentialisation de l'idée d'utilité technique de l'em-

*. Nous désirons remercier Nina Bachkatov, Bruno Colson, Barbara Delcourt, Azar Gat, Laurent Henninger, Olivier Le Cour Grandmaison et Gabriel Périès ainsi que les deux évaluateurs anonymes de la revue pour leur aide et commentaires.

1. Nous pensons en particulier à l'important article de Christian Olsson, « Guerre totale et/ou force minimale ? Histoire et paradoxes des "cœurs et des esprits" », *Cultures & Conflits*, 67, automne 2007, pp. 35-62.

2. Sur le concept de généalogie chez Foucault, lire : Foucault M., « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », dans *Dits et écrits, 1976-1988*, vol. II Paris, Gallimard, 2001, pp. 1004-1204. La mise en évidence des réseaux est plus personnelle. Sur les notions de normalisation/anormalisation, voir bien entendu : Foucault M., *Naissance de la clinique*, Paris, PUF, 1963 ; *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Gallimard, 1972. Dans le domaine des Relations Internationales, voir aussi : Keeley J.F., "Towards a Foucauldian Analysis of International Regimes", *International Organization*, vol. 44, n° 1, hiver 1990, pp. 83-105.

ploi de forces militaires et paramilitaires à l'intérieur d'un État. Il contribue aussi à lui donner une forme qui, malgré tout, évolue dans le temps et l'espace (on parle ainsi de « guerre coloniale », « guerre révolutionnaire » ou encore « contre-insurrection »). Au final, l'un des objectifs de la méthode généalogique est donc de rendre problématique ce qui semble aller de soi, c'est-à-dire, dans le contexte de cette étude, le fait que des États utilisent leurs forces armées dans le but de réprimer certaines contestations. Enfin, nous garderons à l'esprit, tout au long de cette analyse, que ce régime a des effets politiques puissants. D'une part, il donne aux décideurs politiques une justification essentielle quant à l'emploi des forces armées au niveau interne. D'autre part, il est capable de radicaliser dramatiquement les enjeux politiques de la contestation sociale par la diffusion de grilles de lecture de type ami-ennemi à des populations entières³.

Sur un plan plus pratique, nous sommes partis du constat que les opérations répressives militarisées avaient déjà fait l'objet de nombreuses recherches dans leurs contextes nationaux⁴. Souvent, ces recherches mettaient en évidence l'importance de connexions transnationales dans la diffusion des doctrines et des pratiques répressives lors de ces opérations. Toutefois, ces éléments dispersés n'ont pas donné lieu à une tentative de synthèse. C'est cette lacune que le présent article tente de combler par l'exploitation de travaux historiques, de sciences politiques et journalistiques publiés. Grâce à la consultation de ces sources de seconde main nous pensons être parvenus à mettre en évidence un maillage transnational qui structure la généalogie de la répression.

La constitution d'un sens commun guerrier classique

La normalisation de la répression étatique armée prend appui sur un cadre interprétatif plus général⁵. Ce cadre interprétatif véhicule et normalise l'idée selon laquelle la violence peut être utilisée efficacement sur un mode technique et collectif. Il s'agit là d'un cadre stratégique peu contesté. En fait, en situation de conflit, la contestation portera d'abord sur la façon dont certaines opérations sont menées, sur l'utilisation de certaines armes jugées inhumaines ou

3. Voir à ce propos : Rigouste M., *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, Paris, La Découverte, 2009. Nous n'inférons cependant pas que l'ennemi est systématiquement la conséquence d'un processus unilatéral de labellisation de la part des forces étatiques. Nous pensons qu'il existe également, au sein des groupes sociaux qui s'opposent, des processus de légitimation de la violence et de stigmatisation des autorités étatiques. Voir : Apter D., (dir.), *The Legitimization of Violence*, New York, New York University Press, 1997.
4. Beckett I.F.W., *Modern Insurgencies and Counter-insurgencies. Guerillas and their Opponents since 1750*, Londres et New York, Routledge, 2001 ; Beckett I.F.W. et Pimlott J. (dir.), *Armed Forces & Modern Counter-Insurgency*, New York, Saint Martin's Press, 1985 ; Asprey R.B., *War in the Shadows. The Guerilla History*, 2 vol., New York, Doubleday, 1975.
5. Notons que nous ne préjugeons pas, *a priori*, du fait qu'un tel cadre puisse exister en dehors de l'univers étatique moderne évoqué dans les lignes qui suivent. Simplement, notre attention se focalise sur la configuration historique étatique apparue en Europe au sortir du Moyen-âge.

encore sur la décision de s'engager dans tel ou tel conflit spécifique. Mais, la critique à l'encontre des fondements du savoir stratégique lui-même est bien plus limitée. Du moment qu'un certain nombre de conditions de type légal est respecté (et qui peut varier dans le temps et l'espace), examiner la violence militaire sous un angle technique n'est pas par principe considéré comme quelque chose de répréhensible⁶. On pourra donc considérer qu'il s'agit d'un sens commun⁷.

Dans un premier temps, cette acceptation s'est construite sur la formalisation d'une série de pratiques militaires disciplinaires apparues au sortir du Moyen-âge. Ces pratiques ont non seulement été étudiées par des historiens militaires, mais aussi par le philosophe Michel Foucault dans ses travaux sur la notion de discipline⁸. Elles renvoient à la façon dont les hommes doivent être contrôlés en permanence et avec minutie, même dans leurs gestes les plus anodins. Le but est de produire des corps dociles qui seront notamment intégrés dans de grands dispositifs militaires dotés de la meilleure cohésion possible. Les individus surveillés peuvent alors être utilisés pour mener de dangereuses batailles d'anéantissement en lieu et place d'opérations de harcèlement d'intensité plus limitée qui ont été l'ordinaire des combattants du Moyen-âge. Pour plusieurs chercheurs, il s'agit là d'une étape fondamentale dans le développement d'une culture guerrière centrée sur la destruction physique de l'ennemi⁹.

La constitution du cadre interprétatif s'appuie, dans un second temps, sur une mise en forme d'un savoir militaire technique, centré sur la conduite des batailles, et sa diffusion au sein de larges réseaux d'officiers initialement européens à partir des XVI^e et XVII^e siècles. Ce savoir est formé par un vaste édifice composé de traités théoriques, d'historiques de batailles, d'articles de revues spécialisées, de règlements tactiques, de manuels opérationnels et de plans de guerre¹⁰. Parallèlement, la constitution d'un savoir formel se développe en même temps qu'il encourage l'institutionnalisation des forces armées dans un

6. Best G., *Humanity in Warfare*, New York, Columbia University Press, 1980.

7. Nous nous permettons de renvoyer à : Wasinski C., *Rendre la guerre possible. La construction du sens commun stratégique*, Bruxelles, Peter Lang, 2010.

8. Foucault M., *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975 ; Kleinschmidt H., "Using the Gun: Manual Drill and the Proliferation of Portable Firearms", *The Journal of Military History*, vol. 63, n° 3, juillet 1999, pp. 601-629 ; Gonzales de Leon F., "Doctors of the Military Discipline: Technical Expertise and the Paradigm of the Spanish Soldier in the Early Modern Period", *Sixteenth Century Journal*, vol. 27, n° 1, printemps 1996, pp. 61-85.

9. Hanson V.H., *Le modèle occidental de la guerre. La bataille d'infanterie dans la Grèce classique*, Paris, Les Belles Lettres, 1990 ; Joxe A., *Voyage aux sources de la guerre*, Paris, PUF, 1991 ; Keegan J., *A History of Warfare*, Londres, Pimlico, 1993.

10. Wasinski C., « Valider la guerre : la construction du régime d'expertise stratégique », *Cultures & Conflits*, n° 77, printemps 2010, pp. 39-58 ; Gat A., *A History of Military Thought from Enlightenment to the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2001 ; Coutau-Bégarie H., *Traité de stratégie*, Paris, Economica - ISC, 1999 ; Paret P.(dir.), *Makers of Modern Strategy from Machiavelli to the Nuclear Age*, Oxford, Clarendon Press, 1986 ; Kennedy P.M., *War Plans of the Great Powers, 1880-1914*, Londres, Allen & Unwin, 1979.

contexte étatique dont la sédimentation est favorisée par les militaires ¹¹. À partir de la fin du Moyen-âge, les forces armées deviennent progressivement des institutions bureaucratiques puissantes et hiérarchisées. Cette évolution connaît son apogée en Europe et en Amérique du Nord à partir du XIX^e siècle ¹². De façon simplifiée, on peut dire que, d'une part, les discours stratégiques confèrent une justification technique aux institutions militaires et, d'autre part, ces institutions soutiennent la production du savoir stratégique. En d'autres termes, l'idée stratégique selon laquelle la violence militaire est un outil technique du politique est formalisée dans les réseaux humains stabilisés que constituent les forces armées. Les forces armées deviennent donc un relais dans le maillage du savoir d'expert.

Enfin, en Europe et en Amérique du Nord, la nature transnationale du processus évoqué doit être mise en exergue. L'univers des officiers européens, même s'il participe à la construction nationale, est historiquement teinté de cosmopolitisme. Ces officiers voyagent et contribuent de manière plus ou moins formelle à la formation des armées étrangères. Ils suivent également des formations à l'étranger. Il n'est pas non plus rare que certains parmi eux soient envoyés comme observateurs au sein de forces armées étrangères en campagne ¹³. La planification conjointe, dans le cadre d'alliances, contribue aussi au renforcement des échanges transnationaux. Les traités militaires se diffusent également de façon transnationale. L'existence du français comme langue véhiculaire européenne pendant longtemps favorisera ce cosmopolitisme des officiers et du savoir militaire. À partir du XIX^e siècle, lorsque les parlars nationaux s'imposent, les traductions des écrits stratégiques se multiplient.

Plusieurs des processus évoqués ci-dessus sont également à l'œuvre dans le reste du monde ¹⁴. Il en résulte, par exemple, une forte influence du modèle germanique en Russie et en Turquie depuis le XVIII^e siècle, en Chine et au Japon au XIX^e siècle et en Irak pendant l'entre-deux-guerres ¹⁵. Des formateurs russes et autrichiens, parfois des prisonniers de guerre reconvertis, contribuent aussi à transformer l'armée turque au XVIII^e siècle. On peut aussi déceler des influences britanniques et françaises dans la formation des armées asiatiques depuis le XVIII^e siècle ¹⁶. Le système français s'impose également en Égypte au début du XIX^e siècle. Comme ces éléments le démontrent, le cadre stratégique classique est bel et bien un cadre transnational.

-
11. Tilly C. (dir.), *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1975.
 12. Bucholz A., *Moltke, Schlieffen, and Prussian War Planning*, New York, Berg, 1991 ; Reardon C., *Soldiers and Scholars. The U.S. Army and the Uses of Military History, 1865-1920*, Lawrence, University Press of Kansas, 1990 ; Griffith P., *Military Thought in the French Army 1815-1851*, Manchester, Manchester University Press, 1989 ; Nenner T.K., *The Leavenworth Schools and the Old Army, Education, Professionalism, and the Officer Corps of the United States Army, 1881-1918*, Westport et Londres, Greenwood, 1978 ; Bond B., *The Victorian Army and the Staff College 1815-1914*, Londres, Eyre Methuen, 1972 ; Luvaas J., *The Education of an Army. British Military Thought 1815-1940*, Chicago, University Press of Chicago, 1964.

Les tribulations coloniales et populaires de l'anéantissement

Le cadre interprétatif classique va jouer un rôle central dans la normalisation de la répression militarisée. Ce cadre qui fixe un modèle stratégique, sédimenté dans la routine organisationnelle des structures militaires, dans lequel des forces armées étatiques cherchent à vaincre par une action méthodique d'autres forces armées étatiques, va se voir reconnaître un champ d'application plus étendu que celui théorisé dans la grande majorité des traités ; les militaires prennent appui sur le cadre interprétatif pour combattre des adversaires qualifiés d'irréguliers, de partisans ou encore de rebelles dans les colonies, mais également en Europe lors de soulèvements populaires¹⁷. Qu'il s'agisse d'opérations contre les Indiens d'Amérique aux XVII^e et XVIII^e siècles, d'actions contre les soulèvements des Catalans, des Protestants français, des Jacobites, des Génois ou encore des Corses au XVIII^e siècle, du rôle des « colonnes infernales » des révolutionnaires français en Vendée, des guerres coloniales britanniques en Asie, l'idée centrale reste de vaincre de manière aussi classique que possible¹⁸. Souvent, à défaut d'être en mesure d'éradiquer définitivement ceux qui sont, à tort ou à raison, appréhendés comme des adversaires et qui se refusent à un combat rangé, les militaires se rabattent sur des pratiques punitives. Ces dernières visent les populations civiles au sein desquelles ce même adversaire est censé évoluer. L'intensité violente de ces pratiques varie bien évidemment. Elles peuvent consister à prendre des otages, piller et/ou détruire des biens ou, dans les cas les plus radicaux, considérer l'ensemble de la population comme ennemie. Dans ce dernier cas de figure, des mesures d'extermination sont parfois mises en œuvre. Des recherches récentes portant sur les actions françaises en Afrique du Nord, néerlandaises en Indonésie, allemandes en Afrique du Sud-Ouest ou américaines contre les Indiens au XIX^e siècle, ont en tout cas rappelé que les pratiques les plus radicales n'étaient pas rares¹⁹.

-
13. Voir l'étude de cas de Jay Luvaas (*The Military Legacy of the Civil War. The European Inheritance*, Chicago, The University of Chicago Press, 1959) portant sur la guerre de Sécession.
 14. Sur ce qui suit, voir : Ralston D.B., *Importing the European Army. The Introduction of European Military Techniques and Institutions into the Extra-European World*, Chicago et Londres, University of Chicago Press, 1990.
 15. Simon R.S., *Iraq Between the Two World Wars. The Militarist Origins of the Tyranny*, New York, Columbia University Press, 2004.
 16. Ness G.D., "Western Imperialist Armies in Asia", *Comparative Studies in Society and History*, vol. 19, n° 1, janvier 1977, pp. 2-29 ; Roy K., "Military Synthesis in South Asia: Armies, Warfare, and Indian Society, c. 1740-1849", *The Journal of Military History*, vol. 69, n° 3, juillet 2005, pp. 651-696.
 17. Vandervort B., *Wars of Imperial Conquest in Africa 1830-1914*, Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, 1998.
 18. Mahon J.K., "Anglo-American Methods of Indian Warfare, 1676-1794", *The Mississippi Valley Historical Review*, vol. 45, n° 2, septembre 1958, pp. 254-275 ; Starkey A., *War in the Age of Enlightenment, 1700-1789*, Westport et Londres, Praeger, pp. 140-157 ; Rothenberg G.E., *The Art of Warfare in the Age of Napoleon*, Bloomington et Londres, Indiana University Press, 1981, pp. 118-120 ; Farwell B., *Queen Victoria's Little War*, Londres et New York, Norton, 1972, p. 71 et p. 75

L'espoir d'atteindre la victoire décisive aide aussi à comprendre comment on en arrive, selon une dynamique militaire obsessionnelle, à des stratégies d'usure et d'extermination (cette tendance peut également conduire à la militarisation et au totalitarisme au sein des sociétés civiles)²⁰. Certes, l'ensemble de ces éléments ne doit pas laisser supposer que les militaires restent dans des postures tactiques et opérationnelles figées ; ils s'organisent en colonnes plus mobiles, parfois appelées « colonnes volantes » ; ils apprennent à agir en groupes plus petits ; ils mènent des embuscades ; ou encore ils allègent leurs dispositifs de soutien et leurs artilleries. Cela ne présuppose pas non plus que des modalités de contrôle plus policières ou plus gestionnaires (avec engagement de supplétifs locaux) n'existent pas en parallèle d'opérations militaires classiques. Mais, la dynamique militaire de recherche de l'effet décisif, même si elle n'est pas présente en permanence, nous semble très structurante dans l'imaginaire de la « pacification » en Europe et dans les colonies.

On ajoutera par ailleurs que cette caractéristique n'est pas cantonnée au XIX^e siècle. Les armées des XX^e et XXI^e siècles qui se sont retrouvées impliquées dans des opérations répressives s'appuient bien volontiers sur leur routine institutionnelle qui consiste à viser la destruction de l'adversaire par de grandes opérations de ratissage, des tentatives d'encerclement et le recours massif au feu. De par le passé, cette critique a surtout été adressée aux forces armées américaines, en particulier dans le contexte vietnamien. Cependant, à y regarder de plus près, l'armée française en Algérie, l'armée britannique en Malaisie ou encore l'armée israélienne face à ses adversaires non étatiques ont toutes eu recours, de façon plus ou moins importante, à des actions relativement classiques lors des conflits internes²¹.

Historiquement, ces opérations ont également fait apparaître la nécessité d'une action mieux planifiée à l'égard des populations civiles chez qui l'adversaire peut trouver diverses formes de soutien. Au minimum, ces opérations consistent à inciter les civils, éventuellement par la terreur, à se déplacer dans

-
19. Zaalberg T.B., "The Roots of Dutch Counterinsurgency. Balancing and Integrating Military and Civilian Efforts from Aceh to Uruzgan", dans Davis R.D., *The U.S. Army and Irregular Warfare 1775-2007*, Washington DC, Department of the Army, 2008, pp. 119-129 ; Hull I.V., *Absolute Destruction. Military Culture and the Practices of War in Imperial Germany*, Ithaca et Londres, Cornell, 2005 ; Le Cour Grandmaison O., *Coloniser. Exterminer. Sur la guerre et l'État colonial*, Paris, Fayard, 2005 ; Ferro M., *Le livre noir du colonialisme. XVI^e-XXI^e siècle : de l'extermination à la repentance*, Paris, Hachette, 2004 ; Janda L., "Shutting the Gates of Mercy: The American Origins of Total War, 1860-1880", *The Journal of Military History*, vol. 59, n° 1, janvier 1995, pp. 7-26.
 20. Foley R.T., *German Strategy and the Path to Verdun. Eric von Falkenhayn and the Development of Attrition Strategy, 1870-1976*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 ; Arendt H., *L'impérialisme. Les origines du totalitarisme*, Fayard, 1982.
 21. Asprey R.B., *War in the Shadows*, op. cit., vol. 1, pp. 369-384 et vol. 2, pp. 684-732 et pp. 795-818 ; Doughty R.A., *The Evolution of U.S. Army Tactical Doctrine, 1946-1976*, Leavenworth Papers, CSI – USACGSC, Fort Leavenworth, août 1979 ; Mockaitis T.R., *British Counterinsurgency, 1919-1960*, New York, St Martin's Press, 1990 ; Cohen S., *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, Paris, Seuil, 2009.

des zones mieux contrôlées par les autorités ²². Il est vrai que le déplacement forcé de populations s'avère une modalité malheureusement assez banale dans l'histoire de la guerre. Dans le contexte contemporain, l'originalité résulte plutôt des mesures d'enfermement à grande échelle qui accompagnent ces migrations. Elles se traduisent par l'invention des camps de concentration. Les premières expérimentations sont le fait de l'Espagne, des États-Unis et du Royaume-Uni respectivement, à Cuba, aux Philippines et en Afrique du Sud entre 1895 et 1902 environ ²³. Ajoutons que les justifications sous-tendant la formation de ces camps ne sont pas toujours d'ordre technique. L'internement se justifie parfois pour des raisons punitives, mais souvent aussi pour des raisons « humanitaires », en vue de protéger les populations faibles de la pression des opposants. En tout état de cause, les camps de concentration ont des effets humains dévastateurs, notamment sur le plan sanitaire et en ce qui concerne l'alimentation. Il est par ailleurs très difficile de ne pas penser que ces premiers camps serviront, au moins partiellement, de point de référence à la constitution ultérieure des camps de regroupement en Algérie, de « *new villages* » en Malaisie, des agrovilles et des hameaux stratégiques au Vietnam, des « *aldeamentos* » dans les colonies portugaises, des « *consolidated villages* » en Rhodésie et de bien d'autres expériences similaires ²⁴. Enfin, l'apparition de ces structures explique aussi en partie la nécessité ressentie de développer des unités spéciales chargées de la protection et du contrôle des populations, notamment par la levée de milices indigènes et autres auxiliaires.

Sur le fond, il convient donc d'insister sur la reproduction des pratiques militaires classiques dans le contexte des campagnes de répression en Europe et des conflits coloniaux, même si les combattants ne se contentèrent d'utiliser ces seules méthodes (comme le prouvent certaines des actions françaises en Indochine et en Algérie) ²⁵. Pour notre propos généalogique, il faut néanmoins noter que les recherches disponibles actuellement ne mettent guère en évidence l'aspect transnational propre à la production et à la reproduction des pratiques en question jusqu'au XIX^e siècle inclus ²⁶. Seules quelques traces

-
22. Il peut en résulter des conséquences de nature génocidaire. Erickson E.J., "The Armenians and Ottoman Military Policy, 1915", *War in History*, vol. 15, n° 2, 2008, p. 162.
23. Porch D., *Wars of Empire*, Londres, Collins / Smithsonian, 2000, pp. 169-173. Tout porte à croire que l'expérience espagnole influencera les pratiques américaines et britanniques.
24. Sutton K., "Population Resettlement. Traumatic Upheavals and the Algerian Experience", *Journal of Modern African Studies*, vol. 15, n° 2, juin 1977, pp. 279-300 ; Kerry King J., "Malaya's Resettlement Problem", *Far Eastern Survey*, vol. 23, n° 3, mars 1954, pp. 33-40 ; Zasloff J.J., "Rural Resettlement in South Viet Nam: The Agrovillage Program", *Pacific Affairs*, vol. 35, n° 4, hiver 1962-1963, pp. 327-340 ; Cann J.P., *Counterinsurgency in Africa. The Portuguese Way of War 1961-1974*, St. Petersburg, 2005, p. 155 et suiv. ; Weinrich A.K.H., "Strategic Resettlement in Rhodesia", *Journal of Southern African Studies*, vol. 3, n° 2, avril 1977, pp. 207-229.
25. Voir : Porch D., "Bugeaud, Galliéni, Lyautey: The Development of French Colonial Warfare", dans Paret P. (dir.), *Makers of Modern Strategy, op. cit.*, pp. 376-407 ; Munholland J.K., "'Collaboration Strategy' and the French Pacification of Tonkin, 1885-1897", *The Historical Journal*, vol. 24, n° 3, septembre 1981, pp. 629-650.
26. Asprey R.B., *War in the Shadows, op. cit.*, vol. 1, pp. 198-199.

éparses laissent entendre que de telles connexions existaient bel et bien (les célèbres travaux du Britannique C.E. Callwell sur la petite guerre mentionnant diverses expériences nationales, la visite du général et théoricien militaire prussien Carl von Decker en Algérie ou encore le fait que les grandes opérations coloniales étaient suivies par des correspondants étrangers pour des grands quotidiens qui étaient accessibles aux militaires)²⁷. En dépit d'une incertitude sur l'étendue et l'intensité finale des interactions transnationales pendant cette période, il n'en reste pas moins que la majorité de ces pratiques est liée au socle guerrier classique qui, lui, s'est fortement nourri d'échanges par delà les frontières.

Aux origines de la contre-insurrection contemporaine

Il n'y a pas, au XX^e siècle, de révolution dans le domaine de la gestion militaire et paramilitaire des différends politiques internes. La nouveauté résulte plutôt de la fréquence avec laquelle ces moyens sont employés, de l'effort consacré à la formalisation doctrinale de ces mêmes moyens (notamment avec la généralisation des concepts de « guerre révolutionnaire » et « *counterinsurgency* »), de la densité des interactions transnationales dans le domaine considéré ainsi que de la configuration historique spécifique. Plus encore, la nouveauté semble découler de l'étendue de la militarisation des techniques « policières » appliquées à la répression, entre autres grâce aux développements des services secrets et des unités militaires spéciales (la situation des États totalitaires constituant le paroxysme de ce phénomène)²⁸. Cependant, il n'en reste pas moins que le sens commun guerrier classique et ses traductions opèrent encore dans le champ étudié. Ceux-ci jouent toujours un rôle structurant, entre autres lorsqu'ils soutiennent l'institution militaire dans ses prérogatives répressives. En fait, le cadre interprétatif et ses traductions vont jouer le rôle de milieu d'accueil militarisé à ces pratiques qualifiées de « policières » et régulièrement acclamées pour leur aspect plus ciblé. L'ensemble de ces pratiques se diffuse ensuite dans le sillage de la lutte mondiale contre le communisme qui reprend après la fin de la Seconde Guerre mondiale²⁹. La première étape de ce processus prend surtout appui sur quatre courroies de transmission nationales : l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et les États-Unis. Ces courroies sont elles-mêmes en interaction mutuelle comme on va le voir.

27. Laqueur W., "The Origins of Guerilla Doctrine", *Journal of Contemporary History*, vol. 10, n° 3, juillet 1975, pp. 344-351 ; Rid T., "Razzias: A Turning Point in Modern Strategy", *Terrorism and Political Violence*, vol. 21, n° 4, 2009, pp. 617-635 ; Mathews J.J., "Herald of the Imperialistic Wars", *Military Affairs*, vol. 19, n° 3, automne 1955, pp. 145-155.

28. Mazower M. (dir.), *The Policing of Politics in the Twentieth Century*, Providence et Oxford, Bergahn, 1997 ; Arendt H., *Le système totalitaire*, Paris, Seuil, 1972.

29. Yergin D., *La paix saccagée. Les origines de la guerre froide et la division de l'Europe*, Bruxelles, Complexe, 1990. Cette lutte avait déjà commencé après la Première Guerre mondiale. Elle reprend après la période d'alliance entre l'Union soviétique et les États occidentaux lors de la Seconde Guerre mondiale.

1. La première courroie est allemande. L'Allemagne fait partie des États qui ont transposé les pratiques classiques dans l'univers colonial. Ces pratiques seront ensuite elles-mêmes transposées dans des opérations menées en Europe lors des deux conflits mondiaux. Les actions menées en Europe centrale et orientale pendant la Seconde Guerre mondiale laisseront en particulier des traces dans la pensée contre-insurrectionnelle. Sur un plan doctrinal, ces brutales expériences seront l'objet de beaucoup d'attention, au moins jusque dans les années 1960, de la part des militaires américains³⁰. Ceux-ci engageront d'anciens officiers allemands afin de rédiger des monographies historiques sur le sujet – monographies expurgées des détails relatifs aux nombreuses exactions commises par l'armée allemande. Par ailleurs, l'un des fondateurs des forces spéciales américaines, le lieutenant-colonel Russell W. Volckmann, se servira aussi de l'exemple allemand pour rédiger un important manuel de lutte contre la guérilla, publié en 1951. Il y mettra, entre autres, en évidence les opérations d'encerclement, les déplacements de population et l'utilisation de commandos spéciaux « de chasse ». Les Britanniques s'intéressent également aux pratiques allemandes et en retirent des leçons assez similaires à celles des Américains³¹. Enfin, Britanniques et Américains seront initiés aux pratiques allemandes *via* leur collaboration avec les militaires grecs, qui ont eux-mêmes été initiés aux techniques allemandes, pendant la guerre civile de ce pays.

2. La deuxième courroie est britannique. D'une part, les Britanniques forment des unités (para)militaires dans les colonies. Ces formations, qui se poursuivent souvent après l'acquisition des indépendances, visent en particulier à mettre sur pied des forces capables de faire face à des rebellions³². D'autre part, suite à la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni devient un modèle dans le domaine des unités spéciales capables d'opérer derrière les lignes ennemies, entre autres avec le *Special Air Service* (SAS). Après la guerre, ce type d'unités est considéré comme idéal pour encadrer des forces de sécurité étrangères impliquées dans des opérations contre des insurgés et jouer le

-
30. McClintock M., *Instrument of Statecraft. U.S. Guerilla Warfare, Counterinsurgency, and Counterterrorism, 1940-1990*, New York, Pantheon, 1992 (consulté sur www.statecraft.org/index.html) ; Blood P., *Hitler's Bandit Hunters. The SS and the Nazi Occupation of Europe*, Washington DC, Potomac Books, 2008, pp. 293-295 ; Birtle A.J., *U.S. Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine 1942-1976*, Washington DC, CMH, 2006, pp. 134-142.
31. Birtle A.J., *U.S. Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine*, *op. cit.*, p. 44 ; Jones T., *Post-war Counterinsurgency and the SAS, 1945-1952*, Londres, Frank Cass, 2001, pp. 16-17.
32. Bangoura D., « Les armées africaines face au défi démocratique », sans date (www.afrology.com/soc/armees_afrique.html) ; Mockaitis T.R., *British Counterinsurgency*, *op. cit.* ; Killingray D., « The Maintenance of Law and Order in British Colonial Africa », *African Affairs*, vol. 85, n° 340, juillet 1986, pp. 411-437. L'influence se fait également sentir en Inde (Rajagopalan R., *Fighting Like a Guerrilla. The Indian Army and Counterinsurgency*, Londres, Routledge, 2008) et en Palestine. L'historien israélien Ilan Pappé (*The Ethnic Cleansing of Palestine*, Oxford, Oneworld, 2006) décèle un lien entre les pratiques enseignées par les Britanniques à la Haganna et la mise en place de mesures de nettoyage ethnique en Palestine, en 1948, par l'armée israélienne.

rôle de « commando de chasse ». L'influence du SAS se ressent dans plusieurs États (Australie, Belgique, France, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Rhodésie) qui développent des unités relativement similaires³³. Le SAS britannique entraîne aussi les unités spéciales de l'OTAN pendant la guerre froide. Cette forme de coopération conduit d'ailleurs à la formation des tant décriés réseaux dormant dits de « *stay behind* »³⁴. Outre les fonctions de résistance en cas d'invasion soviétique, ces réseaux semblent aussi avoir été élaborés pour s'opposer en cas de revirements politiques trop marqués à gauche dans les États ouest-européens. De plus, des années 1950 aux années 1970, le SAS formera des Cambodgiens, des Indonésiens, des Iraniens, des Omanais, des Thaïlandais et des Pakistanais³⁵. Notons aussi qu'il existe une tradition britannique de « location » de soldats, sorte de « mercenariat officialisé », en vue de former des forces armées étrangères³⁶. Dans les années 1970, on estimait à 33 les États qui recourraient à ce système. Le rôle de ces hommes semble avoir essentiellement été de contribuer à lutter contre les guérillas locales. La place des SAS paraît également avoir été prépondérante dans ce système de mercenariat. Enfin, le Royaume-Uni a beaucoup contribué au renforcement des structures de renseignements et de police politique dans de nombreux pays, en particulier dans ses anciennes colonies (entre autres à partir du modèle de la *Special Branch* initialement développé dans le contexte irlandais)³⁷. Pour terminer, il faut évoquer l'impact de l'expérience britannique au Vietnam. Les connaissances acquises par les militaires britanniques en Malaisie en matière de contrôle policier, de renseignement et de regroupement de populations civiles inspireront les Américains en Asie du Sud-Est³⁸.

3. La troisième courroie est française. La France élabore une doctrine répressive qui lui est propre à partir des expériences indochinoise et algérienne. Outre les aspects stratégiques classiques, la doctrine de la « guerre révolutionnaire » insiste sur le quadrillage psychologique, politique et « poli-

-
33. Abramovici P., « Considérations sur l'origine des "forces spéciales" », *Cahiers du CEHD*, n° 1(32), 2007, pp. 85-94 ; M.R.D. Foot, *S.O.E. An Outline History of the Special Operations Executive 1940-46*, Londres, Arrow, 1984 ; Beckwith C.E., *Delta Force. The Army's Elite Counterterrorism Unit*, New York, Avon Books, 1983 ; Bloch J. et Fitzgerald P., *British Intelligence and Covert Action. Africa, Middle East and Europe since 1945*, Londres, Brandon Junction, 1983, pp. 40-43 ; Warner P., *The SAS*, Londres, Sphere Books, 1971, p. 136.
34. Simpson III C.M., *Inside the Green Berets. The First Thirty Years*, Novato, Presidio, 1983, p. 47 ; Ganser D., *Les armées secrètes de l'OTAN. Réseaux Stay Behind, Gladio et Terrorisme en Europe de l'Ouest*, Paris, Demi-Lune, 2005.
35. Bloch J. et Fitzgerald P., *British Intelligence and Covert Action*, op. cit., pp. 43-45 et p. 141.
36. Burchett W. et Roebuck D., *The Whores of War. Mercenaries Today*, Londres, Penguin, 1977, p. 168. Dans ce système, le soldat reste un militaire britannique mais il est payé par l'État qui loue ses services.
37. *British Intelligence and Covert Action*, op. cit., pp. 30-31 ; McKnight D., « Western Intelligence and SEATO's War on Subversion, 1956-63 », *Intelligence and National Security*, vol. 20, n° 2, juin 2005, pp. 288-303.
38. *British Intelligence and Covert Action*, op. cit., p. 74 ; Birtle A.J., *U.S. Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine 1942-1976*, op. cit., p. 229. A.J. Birtle évoque aussi l'obstacle de la langue et les tensions politiques entre la France et les États-Unis.

cier » ainsi que sur le recours à la torture et aux exécutions ³⁹. L'expérience française intéressera l'*US Army* pendant les années 1960 (même si les officiers américains restent quelque peu méfiants au vu de l'échec indochinois et de la tournure que prennent les événements algériens pour les militaires français) ⁴⁰. Elle se répandra ensuite en Europe, dans les milieux de l'OTAN, parmi les officiers belges et plus encore parmi les officiers portugais (ces derniers s'intéressent aussi à l'expérience britannique en Malaisie et à l'expérience américaine au Vietnam) ⁴¹. L'impact reste plus limité au Royaume-Uni, qui dispose d'une solide expérience nationale. Néanmoins, on retrouve la trace de l'expérience algérienne à travers les écrits radicaux du général Frank Kitson, un des plus célèbres penseurs contre-insurrectionnels britanniques ⁴². Cette doctrine a ensuite une influence auprès des armées africaines encadrées par les Français après la décolonisation (Cameroun, Centrafrique, Gabon, Tchad ou encore le Sénégal) ⁴³. On la retrouve également en Afrique du Sud, notamment au travers de la personne de Magnus Malan, qui deviendra chef d'état major et ensuite ministre de la Défense d'Afrique du Sud entre 1976 et 1991. Ce dernier a été observateur militaire en Algérie et sera de ceux qui transposeront les enseignements français dans son pays ⁴⁴. Les travaux du général Beaufre et du colonel Trinquier sur la guerre révolutionnaire sont d'ailleurs fort appréciés des Sud-Africains. La doctrine française est aussi importée et adaptée en Amérique latine, en particulier en Argentine ⁴⁵. La littérature militaire professionnelle de ce pays (par exemple la *Revista militar* ou la *Revista de la Escuela superior de guerra*) rend bien compte de ce phénomène pendant la guerre froide ⁴⁶. Les enseignements français s'y trouvent bien dispensés et serviront de point de départ à l'édification d'un corpus doctrinal argentin de contre-insurrection. L'expérience française est également diffusée dans le cadre de cours inter-américains de contre-insurrection organisés à partir de 1961 à Buenos Aires ⁴⁷. Le général Paul Aussaresses, depuis lors rendu célèbre pour ses déclarations relatives à la torture en Algérie, interviendra à propos de la guerre d'Algérie dans le *Centro de instrução de guerra na selva* (centre d'instruction de la guerre de jungle) à Manaus au Brésil ⁴⁸. Il contribuera non seu-

39. Robin M.-M., *Escadrons de la mort. L'école française*, Paris, La Découverte, 2004.

40. *Ibid.*, pp. 237-256 ; Birtle A.J., *U.S. Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine*, *op. cit.*, pp. 162-163 et p. 230.

41. Périès G. et Servenay D., *Une guerre noire. Enquête sur les origines du génocide rwandais (1995-1994)*, Paris, La Découverte, 2007 ; Cann J.P., *Counterinsurgency in Africa*, *op. cit.*

42. Spjut R.J., "A Review of Counter-Insurgency", *Political Quarterly*, vol. 49, n° 1, janvier-mars 1978, pp. 54-64.

43. Bangoura D., « Les armées africaines face au défi démocratique », art. cit. ; Grandvaud R., *De l'armée coloniale à l'armée néocoloniale (1830-1990)*, 2009, pp. 39-47 (survie.org/IMG/pdf_Brochure_De_l_armee_coloniale_a_l_armee_neocoloniale.pdf).

44. Grundy K.W., *The Militarization of South African Politics*, Bloomington, Indiana University Press, 1986, p. 27 et pp. 118-119 ; Winer S., "South African Treason Arrests Resurrect Ghosts of the Past", *Umrabulo*, n° 18, juin 2003 (www.anc.org.za/ancedocs/pubs/umrabulo18/treason.html).

45. Robin M.M., *Escadrons de la mort*, *op. cit.*, pp. 199-217.

46. Rouquié A., *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, Paris, Presse de la FNSP, 1978, pp. 469-472.

47. Robin M.M., *Escadrons de la mort*, *op. cit.*, p. 212-216, pp. 276-278 et p. 317.

lement à y former des militaires brésiliens mais aussi des Boliviens, des Chiliens et des Vénézuéliens. Comme le souligne encore Marie-Monique Robin, la diffusion de l'école française se fait aussi à travers les romans de Jean Larteguy, extrêmement populaires parmi les soldats, et pas uniquement en France. Son roman *Les centurions* donnera même lieu à une adaptation cinématographique libre, sortie sous le titre *Lost Command* en 1966 ⁴⁹.

4. Les États-Unis forment la quatrième courroie. Les États-Unis ne sont pas uniquement un réceptacle d'influences allemande, britannique et française, ils sont aussi une cheville ouvrière dans la diffusion de la contre-insurrection ⁵⁰. Une part non négligeable de ce travail est réalisée sur un mode opérationnel militaire classique. Les officiers américains pensent généralement que celui qui est capable de vaincre un ennemi classique sera en mesure de vaincre un rebelle. Une importante partie de leur assistance en contre-insurrection passe donc par une assistance militaire classique. Ce sera le cas en Chine, en Grèce, à Cuba et beaucoup plus massivement en Corée et au Vietnam. Par ailleurs, les forces spéciales américaines jouent un rôle central dans l'enseignement des techniques contre-insurrectionnelles non conventionnelles aux armées étrangères. Leur influence en Amérique du Sud est la mieux connue. Entre 1950 et 1975, les « bérets verts » vont former 28 000 militaires latino-américains dans la tristement célèbre *US Army School of the Americas* située dans la zone du Canal de Panama. 70 % des enseignements espagnols de cette école sont dédiés, de près ou de loin, aux questions contre-insurrectionnelles ⁵¹. La plupart des manuels opérationnels utilisés dans cet établissement sont d'ailleurs traduits dans cette langue. Les forces spéciales seront en particulier mises en cause pour les enseignements portant sur les assassinats politiques (le plus souvent dispensés en coopération avec la CIA) non seulement en Amérique latine, mais aussi en Asie ⁵². Notons aussi que les forces spéciales entretiennent des contacts avec les militaires allemands, saoudiens, camerounais, congolais, sud-coréens, espagnols, éthiopiens, français, britanniques, grecs, guinéens, iraniens, jordaniens, italiens, maliens, norvégiens, pakistanais, philippins, sénégalais, taïwanais, thaïlandais, turcs ou encore sud-vietnamiens. Ces contacts ont eu deux objectifs principaux : soit la constitution de réseaux « *stay behind* » ; soit des entraînements aux opérations contre-insurrectionnelles (il est également possible que les deux orientations n'aient pas toujours été distinguées avec rigueur ; les réseaux dormants pouvant en cas de besoin être utilisés pour mener des actions de répression interne). Enfin, la diffusion de la doctrine contre-insurrectionnelle a aussi pris appui sur l'assistance poli-

48. Aussaresses P., *Services spéciaux, Algérie 1955-1957. Mon témoignage sur la torture*, Paris, Perrin, 2001.

49. Robin M.M., *Escadrons de la mort*, op. cit., pp. 257-258.

50. McClintock M., *Instrument of Statecraft*, op. cit. ; Birtle A.J., *U.S. Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine*, op. cit.

51. Birtle A.J., *U.S. Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine*, op. cit., pp. 298-299, p. 339 et p. 342 ; Simpson III C.M., *Inside the Green Berets*, op. cit., pp. 82-85.

52. Valentine D., *The Phoenix Program*, Lincoln, Backinprint.com, 2000.

cière internationale initiée entre 1955 et 1960 par l'administration Eisenhower. L'*Office of Public Safety* est en charge de ce programme mené avec l'aide de l'USAID et de la CIA. En 1958, ce mécanisme d'assistance avait formé pas moins de 690 000 policiers dans 21 pays. Ces formations comprenaient un enseignement de base en contre-subversion dispensé à Fort Bragg par les forces spéciales américaines⁵³.

Comme on le voit, avec le début de la guerre froide et la décolonisation, la répression militarisée se trouve bien diffusée sur un mode transnational au sein de larges réseaux et par des transmissions plus ou moins formalisées de savoirs et de pratiques. A ces premières courroies s'ajoutent ensuite d'importants relais secondaires qui perpétuent la transmission et la normalisation des pratiques.

Les relais secondaires de la contre-insurrection

Le maillage transnational se poursuit effectivement à partir d'autres États de stature plus limitée sur l'échiquier international. La mise en réseau repose bien entendu sur des coopérations classiques entre des militaires et des agents des services de renseignements, mais aussi sur l'intégration de mercenaires (parfois des vétérans des grands conflits contre-insurrectionnels de la guerre froide, parfois aussi des aventuriers ou des chômeurs). De plus, une part de ces réseaux interpénètre des mouvances radicalement conservatrices et parfois même d'extrême droite.

1. On peut considérer Israël comme l'un des premiers relais secondaires de la répression militarisée durant la guerre froide⁵⁴. En effet, tout au long de la guerre froide, Israël a fourni des conseillers en sécurité interne à de nombreux États (Argentine, Colombie, Équateur, Éthiopie, Guatemala, Haïti, Iran, Maroc, Nicaragua, Philippines, Salvador, Somalie, Sri Lanka, Tchad, Turquie et Zaïre). De plus, les services de renseignements israéliens ont formé leurs homologues ghanéens, iraniens, taïwanais, turcs et zaïrois. Reconnaissons qu'il est difficile de connaître le détail de ce que les conseillers militaires israéliens ont enseigné dans chacun de ces États. On sait par ailleurs qu'à partir des années 1970 au moins, plusieurs pays d'Amérique latine (Bolivie, Guatemala, Équateur) s'intéresseront aux kibboutz pour des raisons

53. Birtle A.J., *U.S. Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine*, op. cit., p. 159 ; Marenin O., "United States' Aid to African Police Forces: The Experience and Impact of the Public Safety Assistance Programme", *African Affairs*, vol. 85, n° 341, octobre 1986, pp. 509-544.

54. Beit-Hallahmi B., *The Israeli Connection. Who Israel Arms and Why?*, New York, Pantheon, 1987 ; Bahbah B., "Israel's Military Relationship with Ecuador and Argentina", *Journal of Palestine Studies*, vol. 15, n° 2, hiver 1986, pp. 76-101. Outre les informations présentées ici, l'auteur indique, sans préciser s'il s'agit de formations contre-insurrectionnelles, qu'Israël a également formé, surtout au cours des années 1960, des militaires en Centrafrique, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Dahomey (Bénin), au Nigéria, en Ouganda, au Sénégal, au Togo et en Tanzanie.

contre-insurrectionnelles⁵⁵. Les militaires sud-américains verront en ceux-ci un modèle de camp visant à contrôler les populations civiles rurales⁵⁶. Des contacts avec des Israéliens sont établis pour ce faire. Par ailleurs, dans plusieurs cas, des informations confirment en tous les cas l'hypothèse d'influences liées à la mise en place d'escadrons de la mort⁵⁷. En guise d'illustration, le tristement célèbre major salvadorien Roberto d'Aubuisson, homme politique d'extrême droite et responsable de la formation de tels escadrons, affirme avoir été entraîné en Israël⁵⁸. Israël a également contribué à la mise en place d'un système informatisé de renseignement politique et à l'entraînement d'unités qui se chargeront des éliminations dans ce même pays. Outre l'Amérique latine, Israël entretient des contacts privilégiés avec l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid. Il est cependant difficile de se faire une idée précise des influences transnationales de la doctrine israélienne en Afrique du Sud, car il s'agissait d'une matière relevant de la censure militaire au sein de l'État hébreu⁵⁹. Certains éléments donnent à penser que les Israéliens encouragèrent les Sud-Africains à faire preuve de fermeté à l'encontre de leurs adversaires et de ne pas tenir compte des pressions internationales. Il faut aussi noter qu'au cours des années 1970 et 1980, des experts israéliens aidèrent les Sud-Africains à bâtir des systèmes de surveillance des frontières, notamment grâce à des barrières électrifiées et des capteurs (une telle expertise israélienne avait aussi été demandée par la Rhodésie qui protégera certaines de ses frontières grâce à des champs de mines et des capteurs) pour lutter contre les guérillas locales⁶⁰. De leur côté, les Israéliens auraient considéré avec intérêt l'expérience des Bantoustans comme solution possible pour la gestion des populations palestiniennes⁶¹.

2. L'Amérique latine n'a pas été qu'un creuset pour la réception des pratiques répressives françaises, américaines et israéliennes, mais a constitué un véritable relais régional secondaire en la matière, notamment à travers le programme Condor. Ce programme datant de 1975 rassemblait des services de renseignements sud-américains en vue de lutter, au niveau transnational, contre des éléments jugés subversifs. Le réseau associait initialement des Argentins, des Brésiliens, des Boliviens, des Chiliens, des Uruguayens et des Paraguayens⁶². Dans un second temps, les Équatoriens et les Péruviens

55. Beit-Hallahmi B., *The Israeli Connection*, op. cit., p. 83 ; Rubenberg C.A., "Israel and Guatemala: Arms, Advice and Counterinsurgency", *MERIP Middle East Report*, n° 140, mai-juin 1986, pp. 18-19 ; id., "Israeli Foreign Policy in Central America", *Third World Quarterly*, vol. 8, n° 3, juillet 1986, pp. 899-901.

56. Garcia Breto R., "South Africa - Chile - Israel Connection", *Journal of Palestine Studies*, vol. 13, n° 3, printemps 1984, p. 188.

57. Israël dispose de longue date d'une expérience en matière d'assassinats ciblés. Voir Black I. et Morris B., *Israel's Secret Wars. A History of Israel's Intelligence Services*, New York, Grove Press, 1991.

58. Bigwood J., "Israel's Latin American trail of terror", 5 juin 2003 (consulté sur www.thirdworldtraveler.com/Israel/Israel_LAmer_TrailTerror.html).

59. Beit-Hallahmi B., *The Israeli Connection*, op. cit., p. 116.

60. *Ibid.*, pp. 124-125.

61. *Ibid.*, p. 115.

rejoindront l'édifice. Condor permettait non seulement une série d'échanges d'informations sur des personnes considérées comme dangereuses pour les régimes en place, mais rendait aussi possible l'activation de commandos qui faisaient disparaître ces mêmes personnes. On estime aujourd'hui que Condor fut responsable de la disparition de plusieurs centaines de personnes. Condor était en fait la concrétisation d'une série d'échanges informels, remontant aux années 1960, entre les services de sécurité des pays sud-américains (avec l'implication des États-Unis) sur les questions de lutte contre-insurrectionnelle. Il s'agissait alors, pour les militaires impliqués, de se former aux techniques d'interrogation et de torture. Progressivement, les contacts entre les institutions et les personnes se renforcèrent. Ils s'institutionnalisent à partir de novembre 1975 lors d'une grande réunion des responsables des services de renseignements régionaux à Santiago. À partir de là, un bureau de coordination fut mis sur pied ainsi qu'une vaste banque de données centrale répertoriant des personnes, des organisations et des activités « suspectes ». Les enlèvements et les exécutions auraient été assumés par des exilés cubains vivant aux États-Unis ou par des néo-fascistes italiens (ajoutons par ailleurs que d'anciens nazis semblent aussi avoir influencé les pratiques de forces latino-américaines dans le développement des escadrons de la mort du projet Condor). Les Argentins contribueront également à la diffusion de leurs techniques contre-insurrectionnelles en Amérique centrale, en particulier au Honduras, au Guatemala et au Salvador⁶³. Enfin, dans les années 1980, des Argentins et des Chiliens, ainsi que des Taïwanais, contribueront aussi à la formation de Sud-Africains dans le domaine des interrogatoires dans le contexte de leur lutte contre-insurrectionnelle et raciste⁶⁴.

3. Le troisième relais secondaire, également régional, est à rechercher en Afrique australe. À la fin des années 1950, une coopération politico-militaire raciste se met en place entre les Portugais (engagés en Angola et au Mozambique), les Rhodésiens, les Sud-Africains et les colons au Katanga en vue de renforcer la mainmise des populations d'origine européenne sur le sud du continent africain⁶⁵. En dépit de certaines volontés politiques, cette coopération ne débouche pas sur une institution aussi formelle que l'OTAN. Par

62. McSherry J.P., "Tracking the Origins of a State Terror Network: Operation Condor", *Latin American Perspectives*, vol. 29, n° 1, janvier 2002, pp. 38-60.

63. Anderson S. et Anderson J.L., *Inside the League. The Shocking Exposé of How Terrorists, Nazis, and Latin American Death Squads Have Infiltrated the World Anti-Communist League*, New York, Dodd, Mead & Company, 1986.

64. *Truth and Reconciliation Commission*, vol. 2, sl, se, 1998, p. 196 (www.justice.gov.za/trc/report%5Cfinalreport/Volume%202.pdf).

65. Hughes M., "Fighting for White Rules in Africa: The Central African Federation, Katanga, and the Congo Crisis, 1958-1965", *The International History Review*, vol. 25, n° 3, septembre 2003, pp. 592-615 ; Martinez I., "The History of the Use of Bacteriological and Chemical Agents During Zimbabwe's Liberation War of 1965-80 by Rhodesian Forces", *Third World Quarterly*, vol. 23, n° 6, pp. 1159-1179 ; Jundanian B.F., "Resettlement Programs: Counterinsurgency in Mozambique", *Comparative Politics*, vol. 6, n° 4, juillet 1974, pp. 519-540.

contre, elle contribuera au renforcement de coopérations transnationales entre militaires et mercenaires. Ainsi, des Américains ayant combattu au Vietnam ou des vétérans de l'Organisation Armée Secrète (OAS) se retrouveront impliqués dans la région aux côtés de mercenaires allemands, australiens, belges, grecs ou portugais plus ou moins expérimentés⁶⁶. Le déploiement de ces hommes est rendu possible par l'existence de réseaux transnationaux entre autres composés de quelques sociétés privées de sécurité (comme *Security Advisory Services*, *Watchguard International* ou *Capricorn Africa Society*), et du soutien au minimum tacite de plusieurs gouvernements. Par ailleurs, des soldats rhodésiens (dont la plupart avaient préalablement participé aux opérations britanniques en Malaisie et au Kenya) se retrouveront ensuite réintégrés dans les forces de sécurité sud-africaines après que les populations d'origine européenne aient perdu le pouvoir dans ce pays. Ces forces sud-africaines assureront ensuite le relais de la lutte en Afrique australe – elles seront aussi responsables du développement d'escadrons de la mort locaux. Toujours sur un plan transnational, on prendra acte de l'existence d'un programme commun rhodésien et sud-africain en matière d'armements bactériologiques, également destiné à la lutte contre-insurrectionnelle⁶⁷. Certaines branches de ce programme auraient eu pour objectif de développer des armes ne menaçant que les personnes de couleur. Enfin, on notera aussi que les forces de sécurité sud-africaines spécialisées dans le combat contre-insurrectionnel constitueront un important point de départ du mercenariat transnational de la période post-Apartheid (on se souviendra de, feue, la fameuse société *Executive Outcomes*)⁶⁸.

Ré-articulations et réaffirmations

Plusieurs échecs militaires, dont ceux des forces françaises en Algérie et des Américains au Vietnam, vont contribuer à une remise en question des doctrines contre-insurrectionnelles. L'idée selon laquelle les forces armées peuvent intervenir pour régler des conflits internes ne disparaît cependant jamais. Au cours des années 1980, cette conception se trouve surtout intégrée dans l'univers anglo-saxon au sein des discours portant sur le « *Low Intensity Conflict* » (LIC)⁶⁹. Ensuite, à partir des années 1990, elle est incorporée dans les concepts fourre-tout que sont les « *Operations Other Than War* » (OOTW) et les « *Support and Stability Operations* » (SASO). Ces concepts

66. Dumont S., *Les Mercenaires*, Bruxelles, EPO, 1983 ; Burchett W. et Roebuck D., *The Whores of War*, op. cit. ; Jaura R., "Mercenaries in Rhodesia", *Economic and Political Weekly*, 22 mai 1976, pp. 777-778.

67. Purkitt H.E. et Burgess S., "South Africa's Chemical and Biological Warfare Programme: A Historical and International Perspective", *Journal of Southern African Studies*, vol. 28, n° 2, juin 2002, pp. 229-253.

68. Ellis S., "The Historical Significance of South Africa's Third Force", *Journal of South African Studies*, vol. 24, n° 2, juin 1998, pp. 261-299.

69. Ucko D.H., *The New Counterinsurgency Era. Transforming the US Military for Modern Wars*, Washington DC, Georgetown University Press, 2009 ; McClintock M., *Instrument of Statecraft*, op. cit.

recouvrent non seulement la contre-insurrection, mais également ce qui relève de la lutte contre le terrorisme, du maintien de la paix et autres opérations humanitaires. Par ce biais, la contre-insurrection se trouve diluée dans des discours opérationnels moins agressifs, avec une composante coercitive bien plus discrète⁷⁰. Indéniablement aussi, cette dynamique qui s'étale sur environ deux décennies a des effets sur la continuité de certains réseaux de spécialistes de la contre-insurrection⁷¹. On assiste alors à certaines ré-articulations suivies d'un retour en force de la notion de contre-insurrection au cours des années 2000.

1. Tout d'abord, il faut prendre en considération le rôle joué par les unités spéciales anti-terroristes, en particulier celles qui se sont développées au sein des forces militaires⁷². En un certain sens, les « chasseurs » des opérations contre-insurrectionnelles se sont rabattus sur des opérations encore plus spécialisées et plus limitées. Ainsi, les SAS britanniques sont de moins en moins célébrés pour la contre-insurrection ; ce sont plutôt les tâches définies comme anti-terroristes qui viennent à l'esprit lorsqu'on les évoque. Ajoutons que la dimension transnationale est également très présente dans cette première ré-articulation. En guise d'exemple, la création de la Delta Force aux États-Unis, à partir d'éléments des bérets verts, a été inspirée par le modèle des SAS⁷³. Par ailleurs, les hommes composant les unités anti-terroristes nationales ont pris l'habitude, depuis plusieurs décennies, de collaborer (avec plus ou moins de bonheur) et de s'entraîner ensemble de manière ponctuelle⁷⁴. Enfin, notons aussi que des unités spéciales telles que le SAS et la force Delta ont été réintégrées dans un effort contre-insurrectionnel en Afghanistan ou en Irak pendant les années 2000.

2. Il faut ensuite prendre en considération le recyclage existant dans le domaine de la sécurité privée, y compris, comme cela a déjà été évoqué, dans le mercenariat⁷⁵. Une fois encore, le SAS a joué un rôle précurseur en la matière : les mercenaires issus de cette unité ont ainsi formé des militaires au Botswana, en Inde, au Kenya, au Koweït, en Libye, au Nigeria, à Oman, au Sri-Lanka et en Zambie⁷⁶. Les Britanniques ne sont cependant pas les seuls concernés. Certaines sources indiquent que, au milieu des années 1980, environ 1 000 mercenaires israéliens vendaient leurs services à travers le monde, en

70. Il en découle aussi une vision bien plus positive de la contre-insurrection, même parmi les critiques habituellement radicaux. McClintock M., "Counterinsurgency's Civilian Center of Gravity: Human Rights as a Strategic Imperative in counterinsurgency", *Project on the Means of Intervention. Counterinsurgency and Human Rights*, Carr Center for Human Rights Policy, Working Paper vol. 5, 2008, pp. 30-47.

71. Robinson L., *Masters of Chaos. The Secret History of the Special Forces*, New York, Public Affairs, 2004.

72. Livingstone N.C., *The Cult of Counterterrorism. The "Weird World" of Spooks, Counterterrorists, Adventurers and the Not-Quite Professionals*, Lexington, Lexington, 1989.

73. Beckwith C.E., *Delta Force*, op. cit.

74. Warner P., *The SAS*, op. cit., pp. 270-271.

75. Pour la France, voir : Rigouste M., *L'ennemi intérieur*, op. cit.

76. Hagerty D.T., "India's Regional Security Doctrine", *Asian Survey*, vol. 31, n° 4, avril 1991, p. 354 ; Bloch J. et Fitzgerald P., *British Intelligence and Covert Action*, op. cit., pp. 48-49.

particulier dans le domaine de la sécurité intérieure ⁷⁷. Au cours des années 2000, outre les nombreux mercenaires américains, d'anciens militaires chiliens, argentins et sud-africains ont été aperçus en Irak opérant pour le compte de sociétés privées de sécurité. Des journalistes ont évoqué le fait que nombre de ces mercenaires auraient été impliqués dans les opérations répressives menées par les régimes autoritaires de leurs États d'origine ⁷⁸.

3. Par ailleurs, tout au long des années 1990, un enseignement contre-insurrectionnel a continué à être diffusé discrètement par les États-Unis au travers de l'assistance à la *Foreign International Defense* (FID) assurée par les forces spéciales. Des recherches journalistiques ont fait apparaître que les « bérets verts » étaient en fait présents dans plus de 150 États à travers le monde ⁷⁹. D'après ces mêmes recherches, dans nombre de ces pays, en particulier en Afrique et en Amérique latine, les soldats américains contribuaient, directement ou indirectement, à former des militaires à la lutte contre-insurrectionnelle. Plusieurs témoignages signalaient que les formations à la lutte contre le narcotrafic au Mexique et en Colombie étaient en réalité composées de modules identiques aux formations contre-insurrectionnelles ⁸⁰.

4. Enfin, dans le contexte des opérations menées en Irak et en Afghanistan, il faut bien entendu tenir compte de la réactivation de connexions transnationales denses en matière de transferts d'expériences, d'entraînements et d'opérations conjointes contre-insurrectionnelles. Aux États-Unis, les opérations britanniques en Malaisie et françaises en Algérie ont fait l'objet d'une attention particulière (les médias rapporteront par exemple l'intérêt des officiers américains pour le film *La bataille d'Alger* de Gillo Pontecorvo) dans le sillage du renouveau doctrinal sur le sujet et de la publication du FM 2-24 / MCWP 3.33.5, *Counterinsurgency* de 2006 ⁸¹. Plusieurs journalistes ont également indiqué que les forces américaines en Irak s'inspiraient de plus en plus de l'expérience israélienne dans les territoires occupés ⁸².

77. "Colombia Seeks Israeli Mercenary", *BBC News*, 29 août 2007 (news.bbc.ca.uk/2/hi/Americas/6968143.stm).

78. Scahill J., *Blackwater. The Rise of the World's Most Powerful Mercenary Army*, New York, Nation Book, 2007 ; Yeoman B., Scherer M., Nevaer L., "Dirty Warriors", *Mother Jones*, novembre-décembre 2004, vol. 29, n° 6, pp. 30, 32-35.

79. Lumpe L. (dir.), "U.S. Foreign Military Training: Global Reach, Global Power, and Oversight Issues", *Foreign Policy in Focus*, mai 2002, p. 1 ; Priest D., "U.S. Military Trains Foreign Troops", *The Washington Post*, 12 juillet 1998 ; Farah D., "A Tutor to Every Army in Latin America", *The Washington Post*, 13 juillet 1998 ; Duke L., "U.S. Faces Surprise, Dilemma in Africa", *The Washington Post*, 14 juillet 1998 ; Priest D., "U.S. Deepens African Military Contacts", *The Washington Post*, 13 décembre 1998.

80. Farah D. et Priest D., « Mexican Drug Force Is U.S.-Bred », *The Washington Post*, 26 février 1998 ; Reuters, "US Preparing Integrated Plan on Mexico Drug War", 17 mars 2009 (www.reuters.com/article/latestCrisis/idUSN17499117).

81. Ucko D.H., *The New Counterinsurgency Era*, op. cit., pp. 76-79, 105 ; Nagl J., *Learning to Eat Soup with a Knife. Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago, University of Chicago Press, 2009.

82. Niva S., "The New Walls of Baghdad", *Foreign Policy in Focus*, 21 avril 2008 (http://www.fpif.org/articles/the_new_walls_of_baghdad).

Les Israéliens auraient apporté leur expérience des assassinats politiques et d'opérations urbaines (par exemple, en ce qui concerne l'enclavement des populations, dans les zones urbaines instables, par des murs de béton). De leur côté, les forces armées françaises redécouvrent leur propre héritage contre-insurrectionnel (en particulier celui lié à la guerre d'Algérie), mais s'intéressent aussi aux opérations britanniques et américaines⁸³. Les Britanniques et les Canadiens ont, quant à eux, produit des documents doctrinaux qui reconnaissent l'apport du dernier manuel contre-insurrectionnel américain⁸⁴. Bien entendu, les conflits récents en Irak et en Afghanistan ont aussi été l'occasion de diffuser la doctrine contre-insurrectionnelle⁸⁵. Cette dynamique ne concerne cependant pas uniquement les forces de sécurité afghanes et irakiennes. 43 États sont impliqués, à des degrés très divers, dans les opérations contre-insurrectionnelles de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS) en Afghanistan, même si de nombreux membres de cette coalition préfèrent éviter d'utiliser l'expression « contre-insurrectionnel » et lui préfèrent le terme plus anodin de « stabilisation »⁸⁶. Certains commentateurs critiques voient même, dans cette dynamique globalisante (on parle d'ailleurs parfois de « *global counterinsurgency* »), le point de départ de la formation de la première armée internationale⁸⁷. Enfin, la pensée contre-insurrectionnelle trouve aussi à se diffuser, par de nouveaux relais secondaires, en dehors de l'OTAN. L'Inde, par exemple, dispose d'une *Counter-Insurgency Jungle Warfare School* (CIJWS) qui, en 38 ans, a formé 156 000 militaires nationaux ainsi que 1 487 soldats de 25 États étrangers⁸⁸. Récemment, cette école a accueilli des militaires afghans, américains, botswanais, népalais, ghanéens, irakiens, mauritaniens, mongoliens, nigériens, ouzbèkes, singapouriens, sri lankais ou encore sud-africains⁸⁹.

-
83. Voir la liste des *Cahiers de la recherche doctrinale* publiés par le Centre de Doctrine d'Emploi des Forces (www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/cahiers_drex/les_cahiers_recherche.htm).
84. Ministry of Defense, Joint Publication (JDP) 3-40, *Security and Stabilisation: The Military Contribution*, Shrivenham, The Development, Concepts, and Doctrine Center, s.d. (2009), pp. v-vi ; Fenton A., "The Future of Warfare. Canadian Counterinsurgency Manual Reflects US-Canada 'Synergy'", *The Dominion*, 11 juillet 2009 (www.dominionpaper.ca/articles/2770).
85. Multi-National Security Transition Command, "Counterinsurgency School Prepares Iraqi Commanders", 30 juillet 2009 (<http://www.blackanthem.com/News/education/Counterinsurgency-School-Prepares-Iraqi-Commanders20552.shtml>) ; Rod Norland, "U.S. Approves Training to Expand Afghan Army", *New York Times*, 14 janvier 2010.
86. Lane C.J. et Cinnamon M., "Unified Effort. Key to Special Operations and Irregular Warfare in Afghanistan", *Joint Forces Quarterly*, vol. 56, n° 1, 2010, p. 49.
87. Rozoff R., "The Pentagon's 21st Century Counterinsurgency Wars: Latin America and South Asia", *Global Research*, 1er août 2009 (www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=14599).
88. Talukdar S., "U.S. Soldiers Learn Jungle Warfare", *The Hindu*, 12 août 2008.
89. Military News – Asia, "Maldives Forces Being Trained at Indian Counter Insurgency Warfare School", 13 novembre 2007 (frontierindia.net/maldives-forces-being-trained-at-indian-counter-insurgency-warfare-school).

À la lueur des éléments empiriques présentés, on comprendra tout d'abord qu'il n'y a pas *a priori* à se réjouir du retour des pratiques et doctrines contre-insurrectionnelles au sein des forces armées contemporaines. Ces pratiques et doctrines sont liées aux guerres coloniales, aux opérations allemandes lors de la Seconde guerre mondiale, à l'épanouissement du mercenariat en Afrique, au maintien des dictatures d'Amérique latine, à la politique sud-africaine d'Apartheid, voire à la violence politique interne en Europe occidentale au travers des réseaux « *stay behind* ». Elles ne doivent pas être considérées sous l'angle étroit de bénignes mesures de séduction des cœurs et des esprits aux apparences humanitaires anodines ; la contre-insurrection implique toujours le recours à la force physique. Ces doctrines ne correspondent guère à une affirmation du politique envisagé comme un dialogue ou une négociation non-violente permanente, mais plutôt à une régression en faveur de mesures techniques de « gestion » de conflits.

À un autre niveau, les éléments présentés exposent la densité de la composante transnationale de la généalogie contre-insurrectionnelle. C'est à travers celle-ci qu'est produite, reproduite, structurée, sédimentée, adaptée et normalisée la « vérité technique » de la gestion militaire et paramilitaire de la menace interne au service des États (en définitive, les réseaux transnationaux présentés ne servent pas tant à détricoter les structures étatiques qu'à renforcer ces dernières ou, à tout le moins, à renforcer une certaine conception de ce que doivent être les structures étatiques). En d'autres termes, les pratiques et doctrines de la guerre coloniale, de la guerre révolutionnaire et de la contre-insurrection continuent à justifier l'emploi de la force militaire, y compris dans des États tels que l'Irak et l'Afghanistan de nos jours.